



Les 11 candidats

C'est officiel, 11 candidats participeront au 1^{er} tour de l'élection présidentielle le 23 avril. Dans l'ordre alphabétique : Nathalie Arthaud, François Asselineau, Jacques Cheminade, Nicolas Dupont-Aignan, François Fillon, Benoît Hamon, Jean Lassalle, Marine Le Pen, Emmanuel Macron, Jean-Luc Mélenchon et Philippe Poutou.

Pourquoi ne pas relancer « le téléphérique de Veyrier » ?



Le directeur de l'office du tourisme estime que le potentiel touristique d'Annecy pourrait être encore mieux exploité.

S'il était président de la République, Yann Clavillier, directeur de l'office de tourisme du lac d'Annecy, aurait plusieurs mesures immédiates à appliquer. Et pas des moindres ! D'abord, la création « à tout prix » d'un « ministère du tourisme », pour re-dynamiser le secteur, et donner une plus-value au territoire.

Une nouveauté politique qui s'accompagnerait de mesures concrètes pour le territoire. Yann Clavillier n'y va pas par quatre chemins, et se pencherait d'abord sur l'un des dossiers les plus épineux du bassin annécien : le centre des congrès. « J'impose sa construction », tranche le di-

recteur-président de la République, un projet « qui reste indispensable, il faut que l'on pense à l'avenir ».

Autre projet d'envergure : la réouverture du « téléphérique de Veyrier », qui ajouterait à l'attractivité du territoire, sur l'exemple de l'aiguille du Midi. De quoi se lancer dans une installation à marche forcée des transports doux, et du « téléphérique urbain » qui relierait Doussard à La Balme-de-Sillingy, via Saint-Jorioz et, bien sûr, Annecy.

Une dernière mesure pour la route : que chaque habitant devienne « ambassadeur du territoire », pour valoriser la destination touristique du lac d'Annecy.

« Promouvoir les transports collectifs propres »

Membre du collectif "Grenelle des Transports et de la qualité de l'air sur le bassin annécien" – qui regroupe quinze associations compétentes dans ces deux domaines –, le Veyrolain Olivier Labasse a beaucoup de choses à dire sur la mobilité. S'il devenait président de la République, il engagerait ainsi cinq mesures immédiates pour améliorer les transports en France.

« D'abord, détaille-t-il, je prendrais en compte les vrais besoins des gens pour mieux y répondre car ils diffèrent selon les personnes (âge, profession, localité, habitat) et selon les activités (domicile-travail, courses, loisirs, tourisme...) » « Ensuite, poursuit le Haut-Savoyard, je faciliterais l'intermodalité (collectif-individuel) et la multimodalité (marche, voiture, vélo...). Mais ceci sans dogmatisme car tout n'est pas praticable à tout âge, en toutes saisons et en toutes circonstances. »

Réduire la pollution liée aux transports serait également un des éléments clé de son programme : « Cela passerait par la promotion des transports collectifs en site propre (TCSP) et à énergie



Olivier Labasse assurerait la transition entre le transport individuel et le transport collectif.

propre. » Pour lui, le Bus à haut niveau de service (BHNS) est une fausse solution contrairement aux TCSP guidés, électriques et à faible empreinte.

Changer le logiciel

En matière ferroviaire, ce dernier aiderait la SNCF à redéployer « un service public en quantité et en qualité » et redévelopperait l'activité fret-marchandise « en perdition depuis 20 ans ».

Enfin, s'il était élu président, Olivier Labasse mettrait un frein au tout-voiture : « Je changerais le logiciel des élus des trente glorieuses pour arrêter de confondre mobilité et automobile. »

L'agriculture, « un métier surchargé par les normes ! »

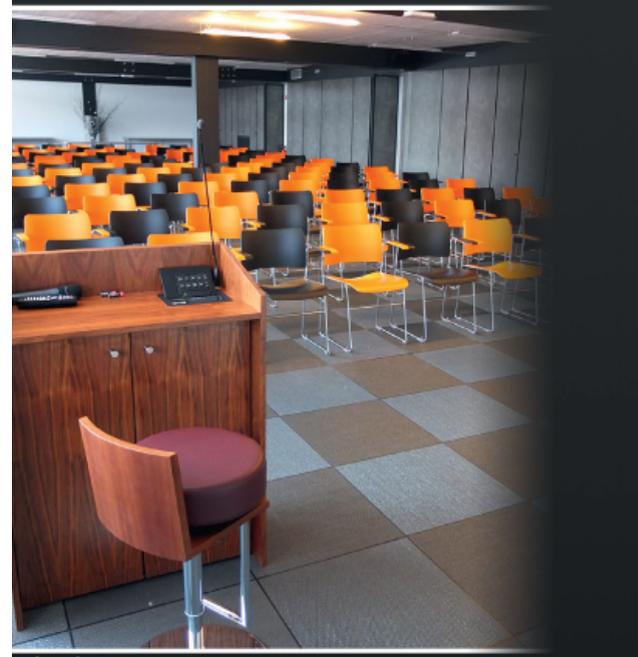
Pas de recettes miracle en vue pour Jean-Robert Martel, agriculteur installé à Seynod. Mais pour faire sortir l'agriculture de la crise, il sait déjà ce qu'il ne faut surtout pas faire : fermer les frontières, et céder au protectionnisme, car « les premiers touchés par cette réforme, ce seraient les agriculteurs. »

La difficulté consiste à « rester compétitif » sur un

marché ouvert à l'Europe ; il faudrait selon lui garder « la maîtrise du prix du lait ». « On parle beaucoup de vente directe, ceux qui s'y sont mis s'en sortent bien, mais ça ne peut pas fonctionner pour tout le monde », précise l'agriculteur. Selon lui, il est urgent d'alléger les législations, car « le métier est surchargé par les normes », qu'elles soient européennes ou françaises.



Pour Jean-Robert Martel, il faut que les exploitations agricoles soient considérées et gérées « comme des entreprises ».



ÉVÉNEMENTS / TEAM BUILDING

SALLES DE RÉUNIONS

RESTAURANT

SÉMINAIRES & CONFÉRENCES



Parc du Calvi • 55 Rue ESPACE 55
74330 POISY (face au Grand Épagny)

www.espace55.com

04 50 24 51 37